

RÉUNION PUBLIQUE

GRÈVES

DES TRAVAILLEUSES ET TRAVAILLEURS

SANS PAPIERS

À QUI PROFITENT LES LOIS ANTI-IMMIGRÉ-E-S ?

Depuis le 12 octobre, 6 000 travailleuses et travailleurs sans papiers sont en grève en Ile-de-France, avec l'appui de onze organisations syndicales et associatives. Ils et elles travaillent depuis des années dans l'intérim, la restauration, le nettoyage, les travaux publics, le bâtiment, l'aide à la personne, la sécurité... Mais le refus de l'État de leur délivrer des papiers en fait la fraction la plus précarisée et les plus exploitée du salariat.

Quatre mois après son démarrage, où en est ce mouvement inédit par son ampleur ? Quelles sont ses revendications ? Pourquoi constitue-t-il un enjeu pour toutes et tous les salariés ? Pourquoi l'État refuse-t-il de le reconnaître comme un conflit du travail ? Pourquoi le patronat est-il si discret sur ce mouvement ? Comment ce dernier peut-il agir pour gagner ?

Des grévistes sans papiers, des militantes et des militants d'AL actifs dans le soutien aux grèves prendront la parole pour répondre à ces questions et à quelques autres.



JEUDI 18 FÉVRIER, 20 h

à l'Ageca, 177, rue de Charonne, 75011 Paris
métro Alexandre-Dumas

*Alternative
Libertaire*

Alternative libertaire, BP 295,
75921 PARIS Cedex 19
www.alternativelibertaire.org

RÉUNION PUBLIQUE

GRÈVES

DES TRAVAILLEUSES ET TRAVAILLEURS

SANS PAPIERS

À QUI PROFITENT LES LOIS ANTI-IMMIGRÉ-E-S ?

Depuis le 12 octobre, 6 000 travailleuses et travailleurs sans papiers sont en grève en Ile-de-France, avec l'appui de onze organisations syndicales et associatives. Ils et elles travaillent depuis des années dans l'intérim, la restauration, le nettoyage, les travaux publics, le bâtiment, l'aide à la personne, la sécurité... Mais le refus de l'État de leur délivrer des papiers en fait la fraction la plus précarisée et les plus exploitée du salariat.

Quatre mois après son démarrage, où en est ce mouvement inédit par son ampleur ? Quelles sont ses revendications ? Pourquoi constitue-t-il un enjeu pour toutes et tous les salariés ? Pourquoi l'État refuse-t-il de le reconnaître comme un conflit du travail ? Pourquoi le patronat est-il si discret sur ce mouvement ? Comment ce dernier peut-il agir pour gagner ?

Des grévistes sans papiers, des militantes et des militants d'AL actifs dans le soutien aux grèves prendront la parole pour répondre à ces questions et à quelques autres.



JEUDI 18 FÉVRIER, 20 h

à l'Ageca, 177, rue de Charonne, 75011 Paris
métro Alexandre-Dumas

*Alternative
Libertaire*

Alternative libertaire, BP 295,
75921 PARIS Cedex 19
www.alternativelibertaire.org